

Cristina Fernandez condamnée à six ans de prison au terme d'un procès marqué par des irrégularités



La Havane, 7 déc. (RHC)- La vice-présidente de l'Argentine, Cristina Fernández, a été condamnée mardi à six ans de prison et à l'interdiction à vie d'exercer des fonctions publiques, au terme d'un procès qui a duré trois ans et demi et qui a été entouré de scandales et d'allégations de partialité.

Le 2e Tribunal oral fédéral a déclaré l'ancienne présidente coupable du délit d'"administration frauduleuse au détriment de l'administration publique".

Toutefois, elle a été acquittée du délit d'association illicite, dont les procureurs l'avaient accusée et pour lequel la peine maximale était de 12 ans de prison. Le procès s'est conclu par des condamnations allant de l'acquittement à six ans de prison pour 13 accusés, et par la participation de plus de 100 témoins.

Les juges ont annoncé que les motifs du verdict seront communiqués le 9 mars. Jusqu'à ce jour, les arguments judiciaires qui ont été pris en compte pour les sentences seront connus.

Dans leur plaidoyer, les procureurs Diego Luciani et Sergio Mola ont requis une peine de 12 ans de prison, l'interdiction à vie d'exercer une fonction publique et la confiscation de ses biens. Finalement, le tribunal a opté pour une peine moins lourde.

Quelques minutes après la lecture du verdict, la vice-présidente a posté un message dans lequel elle a rappelé les multiples irrégularités de procédure dans cette affaire.

"La condamnation était écrite (...) Il est clair que l'idée était de me condamner comme ils l'ont finalement fait", a-t-elle déclaré.

Ce procès est historique. C'est la première fois qu'une personnalité politique occupant une position aussi élevée est condamnée dans l'exercice de ses fonctions en Argentine.

Des organisations populaires et bon nombre de citoyens ont défilé spontanément devant les tribunaux pour soutenir la personnalité la plus importante du pays sud-américain.

Le président argentin Alberto Fernandez a déclaré que la condamnation de Cristina Fernandez est le résultat d'un simulacre de procès qui a violé la procédure régulière.

«Aujourd'hui, en Argentine, une innocente a été condamnée, une personne que les pouvoirs en place ont tenté de stigmatiser par le biais des médias et qui a été persécutée par des juges complaisants qui se déplacent en avion privé et se rendent dans des manoirs de luxe le week-end", a souligné le président argentin.

Il a également critiqué le fait que le principe de ne pas juger deux fois la même affaire ait été violé.

On ne peut expliquer comment une personne qui n'a pas la capacité de disposer et de décider dans les appels d'offres publics peut administrer frauduleusement. Quand la politique s'immisce dans les tribunaux, la justice s'en va par la fenêtre. C'est ce qui s'est passé dans ce cas, a-t-il dit.

Les dés étaient jetés dès le départ et il ne manquait plus qu'une simulation initiée par l'un des juges qui a bénéficié d'un voyage payé par le groupe Clarín (Julián Ercolini), a-t-il déclaré.

Le chef de l'État a assuré que Cristina Fernandez était victime d'une persécution absolument injuste.

Je sais qu'elle est innocente. Tous les hommes et femmes de bonne volonté qui aiment la démocratie et l'État de droit doivent se tenir à ses côtés, a-t-il déclaré.

Depuis Bridgetown, où il a pris part ce mardi au 6e Sommet Cuba-CARICOM, le président cubain Miguel Díaz-Canel a exprimé son soutien et sa solidarité avec la vice-présidente argentine Cristina Fernández.

Dans un message sur Twitter, le leader cubain a réitéré son rejet des poursuites judiciaires motivées par des raisons politiques.

Des personnalités de l'Argentine et de la région ont également exprimé leur solidarité avec la vice-présidente Cristina Fernandez et condamné les attaques à motivation politique de la guerre judiciaire et médiatique.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/307249-cristina-fernandez-condamnee-a-six-ans-de-prison-au-terme-dun-proces-marque-par-des-irregularites>



Radio Habana Cuba